



**PRESIDENCY
OF ICELAND**
Conseil de l'Europe 11/2022 – 05/2023
**PRÉSIDENCE
DE L'ISLANDE**
Council of Europe 11/2022 – 05/2023



Reykjavik, 30 mars 2023

Investir dans les enfants

La clé de la prospérité

Conférence de haut niveau

Organisée par

Présidence islandaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Ministère islandais de l'éducation

Conseil de l'Europe

Note conceptuelle et projet de programme

Hôtel Berjaya Reykjavik Natura

Reykjavík, Islande

Contexte

La loi sur la prospérité est au cœur des changements globaux mis en œuvre par le gouvernement islandais au cours des dernières années pour promouvoir les droits de l'enfant et accroître la prospérité des enfants en Islande. En vertu de cette loi, tous les prestataires de services sont tenus de collaborer de manière plus intégrée qu'auparavant, l'objectif principal étant de veiller à ce que les enfants nécessitant des services intégrés, ainsi que les personnes qui s'occupent d'eux, bénéficient d'un accès approprié et sans entrave au soutien dont ils ont besoin. La Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant sert de fondement à la législation, ainsi que les normes et stratégies du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'enfant.

La loi sur la prospérité prévoit une augmentation substantielle de l'investissement du gouvernement dans les services aux enfants et aux familles et, pour fournir une base factuelle à cet investissement, une évaluation monétaire et économique complète a été réalisée. Les résultats ont entraîné un changement de paradigme au sein du gouvernement islandais, qui a cessé de considérer les dépenses liées au bien-être et à la prospérité des enfants comme un coût pour les considérer comme un investissement. L'évaluation a montré qu'un investissement accru dans l'intégration des services et le soutien précoce aux enfants en Islande auraient des effets positifs substantiels sur le budget de l'État, avec une projection de rendement de 9,6 % par an. Selon les projections, le rendement serait supérieur à celui de la plupart des investissements à grande échelle réalisés par le gouvernement, qu'il s'agisse d'innovation ou de la création d'un grand barrage pour la production d'électricité. Ces résultats viennent s'ajouter aux effets positifs évidents que l'investissement est susceptible d'avoir sur la vie des enfants et des familles, en augmentant leur bien-être et leur prospérité générale, ainsi que les droits de l'enfant conformément à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Ces résultats sont également étayés par un certain nombre de recherches récentes, notamment une étude mondiale entreprise par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants et des partenaires clés, indiquant que le coût économique et social de l'absence de fourniture de services nécessaires aux enfants qui en ont besoin pourraient atteindre 8 % du PIB mondial ; des études menées au niveau national dans un certain nombre de pays ont révélé que le coût pourrait atteindre 5 % du PIB.

À la suite de ce changement de paradigme, le gouvernement islandais a mis l'accent sur la réalisation d'une évaluation économique plus poussée, tout en élaborant des indicateurs clés du bien-être des enfants par le biais d'un tableau de bord publié chaque année. Tout au long de ce travail, le gouvernement s'est efforcé de créer des partenariats avec d'autres gouvernements, des ONG et des parties intéressées dans le but de développer la discussion ainsi que de disposer

d'une base de preuves autour des avantages économiques et sociaux de l'investissement dans le bien-être et la prospérité des enfants.

Cette conférence a pour but d'élargir cette coopération en invitant les États membres du Conseil de l'Europe à prendre part à la discussion autour de ce sujet émergent afin d'explorer diverses différentes approches en vue de la création d'un cadre d'analyse du coût social de l'absence de soutien au bien-être et à la prospérité des enfants.

Projet d'ordre du jour

- 9h00¹** **Discours de bienvenue**
Ásmundur Einar Daðason, ministre de l'Education et de l'Enfance d'Islande
- 9h20** **Introduction par la modératrice de la conférence**
Regína Jensdóttir, Chef de la Division des droits des enfants et Coordinatrice du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant
- 9h30** **Les arguments en faveur de l'investissement dans l'enfance**
Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies, chargée de la question de la violence contre les enfants
- 9h40** **Conversation interactive entre le ministre de l'éducation et des enfants, Ásmundur Einar Daðason, et le Dr Najat Maalla M'jid au sujet de leur nouvelle collaboration visant à développer une méthodologie pour évaluer l'investissement dans les droits de l'enfant et à soutenir les gouvernements intéressés dans sa mise en œuvre**
- 10h00** **Prosperité des enfants en Islande**
Ólöf Ásta Farestveit, directeur exécutif de l'Agence nationale pour l'enfance et la famille et Silja Stefánsdóttir, conseillère juridique, ministère de l'Education et de l'Enfance
- 10h30** **Impact économique de la mise en œuvre de la législation sur la prospérité en Islande**
Hrafnkell Hjörleifsson, conseiller principal et économiste, ministère de l'Education et de l'Enfance
- 10h50** **Pause-café**
- 11h10 – 15h50** **Session thématique : Suivre le bien-être de l'enfant et analyse de l'investissement dans l'aide précoce**
- 11h10** **Investir dans des stratégies en amont pour améliorer le bien-être des enfants**
Ramesh Raghavan M.D., Professeur, NYU Silver School of Social Work
- 11h35** **L'approche des droits de l'homme pour mettre fin aux causes et aux coûts des traumatismes de l'enfant**
Benjamin Perks, responsable du plaidoyer et des campagnes, UNICEF
- 12h15** **Déjeuner**

¹ Heure de Reykjavik

- 13h45** **Tableau de bord du bien-être des enfants en Islande**
- Hjördis Eva Thordardottir, Conseillère principale, ministère de l'Éducation et de l'Enfance
- 14h05** **Le point de vue des enfants et des jeunes**
- Maya Sjöfn Tipton et Arnar Snær Snorrason, Conseillers du Ministère de l'Éducation et de l'Enfance
- 14h25** **La dimension économique de la réalisation des droits de l'homme pour tous**
- Morten Kjærum, directeur de l'Institut Raoul Wallenberg des droits humains et du droit humanitaire
- 14h55** **Panel de discussion avec le ministre de l'Éducation et de l'Enfance et les principaux intervenants**
- 15h30** **Clôture**
- 15h50** **Réception offerte par la présidence islandaise**

Biographie des orateurs principaux

Dr. Najat Maalla M'jid

Le 30 mai 2019, le Secrétaire général des Nations Unies a nommé le Dr Najat Maalla M'jid (Maroc) au poste de Représentante spéciale chargée de la question de la violence contre les enfants. Le Dr. Maalla M'jid a pris ses fonctions le 1^{er} juillet 2019.

Le Dr M'jid, docteur en pédiatrie, a consacré sa vie à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Elle a été chef du service de pédiatrie et directrice de l'hôpital mère-enfant Hay Hassani à Casablanca.

Le Dr M'jid était membre du Conseil national marocain des droits de l'homme et fondateur de l'organisation non gouvernementale Bayti, le premier programme traitant de la situation des enfants vivant et travaillant dans les rues du Maroc.

De 2008 à 2014, elle a été rapporteur spécial des Nations unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Mme M'jid a également travaillé en tant qu'experte-consultante pour des projets nationaux et internationaux, des stratégies et des politiques relatives à la promotion et à la protection des droits de l'enfant.

Elle possède une vaste expérience dans l'élaboration de politiques nationales sur la protection de l'enfant, et a travaillé avec plusieurs gouvernements et organisations non gouvernementales et intergouvernementales.

Elle a également enseigné dans des universités marocaines et internationales sur la protection, la promotion, la programmation et le suivi des droits de l'enfant, ainsi que sur les politiques sociales et de développement. Membre de plusieurs organisations non gouvernementales et réseaux régionaux et internationaux œuvrant pour les droits de l'enfant, le Dr M'jid a également participé à la formation de travailleurs sociaux, d'agents de la force publique, d'enseignants, de juges et de personnel médical.

Le Dr M'jid est titulaire d'un doctorat en médecine générale de l'université de Rabat, d'une spécialisation en pédiatrie et néonatalogie de l'université de Bordeaux II et d'un master en droits de l'homme de l'Institut des droits de l'homme de Genève. Elle a reçu de nombreux prix et distinctions pour son engagement fort en faveur de la protection des droits de l'enfant.



Dr. Ramesh Raghavan

Ramesh Raghavan est professeur à NYU Silver School of Social Work. Le Dr Raghavan mène des recherches sur les services de santé mentale concernant les besoins des enfants vulnérables, avec un intérêt particulier pour ceux qui se trouvent dans le système de protection de l'enfance. Il est l'ancien président du comité d'examen de la recherche sur les services de santé mentale du National Institute of Mental Health et fait actuellement partie du comité de rédaction de *Child Maltreatment and Administration and Policy in Mental Health* et de *Mental Health Services Research*.



Avant de rejoindre NYU Silver, le Dr Raghavan était professeur et doyen associé pour la recherche à la Rutgers School of Social Work, et membre de la faculté principale du Rutgers Institute for health, Health Care Policy, and Aging Research. Auparavant, il était membre de la faculté de la Brown School de l'Université de Washington à St. Louis. Début 2015, il a occupé le poste de conseiller principal au sein du bureau du commissaire de l'administration de l'enfance, de la jeunesse et des familles du ministère américain de la santé et des services sociaux, travaillant principalement sur les initiatives de l'administration Obama en matière d'utilisation des médicaments psychotropes et de traumatismes infantiles.

Le Dr Raghavan a obtenu son doctorat en services de santé à l'université de Californie, à Los Angeles, son doctorat en psychiatrie au Kasturba Medical College de l'université de Manipal et d'un diplôme de médecine au Stanley Medical College de l'université médicale du Tamil Nadu.

Benjamin Perks

Benjamin Perks est le responsable des campagnes et du plaidoyer de la division de la communication du Fonds des Nations unies pour l'enfance, basé à New York. Il dirige les activités de plaidoyer public et politique sur les questions liées à la survie, au développement et à la protection des enfants. Il est membre du groupe consultatif sur les politiques du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants et siège dans un certain nombre d'organes.



Il a précédemment exercé des fonctions de diplomatie des droits de l'homme, en tant que représentant de l'UNICEF et coordinateur résident des Nations unies par intérim, pour la République de Macédoine du Nord et la République du Monténégro. Dans ces deux fonctions, il a plaidé en faveur de réformes visant à respecter les engagements internationaux en matière de droits de l'homme et à réaliser les objectifs de développement durable.

Il a également servi en Géorgie, au Kosovo, en Afghanistan, en Inde et en Albanie. En Afghanistan, il a aidé à coordonner la campagne de « retour à l'école » dans le nord du pays, qui a permis de scolariser 3 millions d'enfants, dont 1 million de filles, d'aller à l'école, pour la plupart pour la première fois de leur vie.

Au cours de son mandat, il a supervisé la démobilisation, le désarmement et la réintégration des enfants soldats.

A titre personnel, il est Senior Fellow au Jubilee Centre de l'Université de Birmingham au Royaume-Uni, qui mène des recherches sur la politique éducative en matière de développement du caractère, social et émotionnel des enfants. Il est reconnu comme conférencier, blogueur et influenceur sur la violence contre les enfants et les expériences négatives de l'enfance. Son livre *Attachment Revolution* sera publié à la fin de l'année 2024. Sa conférence TedX sur les expériences négatives de l'enfance est disponible [ici](#). Vous pouvez suivre Ben sur [Twitter](#) et sur son [site web](#).

Morten Kjærum

Depuis avril 2015, Morten Kjærum est le directeur de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire (RWI) en Suède. Le RWI est un centre de recherche et d'éducation interdisciplinaire et axé sur les politiques en matière de droits de l'homme. Il a 40 ans d'expérience dans la promotion des droits de l'homme en collaboration avec des partenaires compétents. Avant de rejoindre le RWI, il a été, de 2008 à 2015, le premier directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne à Vienne. L'agence a pour mission de fournir aux institutions de l'UE des conseils indépendants et fondés sur des données probantes en matière de droits fondamentaux. De 1991 à 2008, M. Kjaerum a occupé le poste de directeur exécutif de l'Institut danois des droits de l'homme, l'institution nationale danoise des droits de l'homme.



Il a été membre du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) de 2002 à 2008.

M. Kjaerum siège et a siégé dans de nombreux conseils d'administration, notamment en tant que président du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme et en tant que président du groupe des directeurs des agences de l'UE. Actuellement, nommé par le Secrétaire général des Nations unies, il est membre du Fonds de contributions volontaires des Nations unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique à la mise en œuvre de la *Universal Periodic Review*.

En 2013, M. Kjaerum a été nommé professeur adjoint à l'université d'Aalborg, au Danemark. Il a beaucoup écrit sur les questions relatives aux droits de l'homme et a récemment codirigé les ouvrages suivants : *Human Rights and Poverty*, Edward Elgar Publisher (mars 2021) et *Covid and Human Rights*, Routledge (mai 2021).

En août 2008, Kjærum a reçu un prix de l'Association nationale danoise pour les gays et les lesbiennes pour la promotion des droits des gays et des lesbiennes. En 2015, il a reçu la Grande décoration d'honneur en or avec étoile, du président de la République d'Autriche.